



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

Numéro 12 (2000)
Le genre de la nation

Karen Offen

**Geneviève FRAISSE, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, Collection Folio histoire, 1998, 614 p. ;
Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, 493 p.**

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Karen Offen, « Geneviève FRAISSE, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, Collection Folio histoire, 1998, 614 p. ; Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, 493 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 12 | 2000, mis en ligne le 20 mars 2003. URL : <http://clio.revues.org/index199.html>

DOL : en cours d'attribution

Éditeur : Presses universitaires du Mirail
<http://clio.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://clio.revues.org/index199.html>

Document généré automatiquement le 03 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Karen Offen

Geneviève FRAISSE, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, Collection Folio histoire, 1998, 614 p. ; Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, 493 p.

Ces deux ouvrages offrent un remarquable ensemble d'articles écrits par deux des plus importantes promotrices de l'histoire des femmes en France, codirectrices du volume 4 de la collection *Histoire des femmes en Occident*. Michelle Perrot, venue à l'histoire des femmes par l'histoire sociale, s'est d'abord intéressée au mouvement ouvrier français ; Geneviève Fraisse, venue à l'histoire des femmes par une quête du contexte historique de la philosophie européenne, a posé à l'histoire des questions de philosophe.

Organisé en quatre parties et dix-neuf chapitres, encadré d'introductions et d'une conclusion, *Les Femmes et leur histoire* embrasse presque trente ans d'interrogation et de réflexion sur les relations entre la philosophie, la connaissance et l'expérience des femmes (ou l'absence de documentation de cette expérience). Geneviève Fraisse admet avoir été déçue par la découverte initiale de Spinoza (qui a écarté la question des femmes et des enfants) et son travail répond à la marginalisation brutale des femmes par les grands noms (tous masculins) de la philosophie, spécialement ceux influencés plus tard par l'antiféminisme de Rousseau, Kant, Hegel et leurs héritiers. Mais l'historienne-philosophe reste sensible aux séductions de la logique abstraite et développe son itinéraire à partir « du double problème de penser la différence des sexes et de justifier leur égalité possible » (p. 8).

La collection s'ouvre sur une analyse des écrits de François Poullain de la Barre sur l'égalité des sexes (1673-1675), avant d'analyser la rupture révolutionnaire et le dix-neuvième siècle. Le dix-huitième siècle, pourtant si important, n'est pas évoqué. Centré sur la « raison des femmes » plus que sur leurs corps, le travail de Geneviève Fraisse met l'accent sur les arguments pour ou contre l'égalité des sexes ; il montre que la Révolution ouvre pour le féminisme la possibilité de réclamer l'égalité au nom du droit naturel et, pour les femmes, celle de se situer dans la sphère politique, en dépit des arguments des partisans de leur exclusion. Mais il évoque plus la pensée d'hommes sur les femmes (ou plutôt sur « la femme ») que celle de femmes exerçant leur propre raison. Bien sûr, Geneviève Fraisse consacre des essais éloquentes aux « bavardes », analyse la pensée des « femmes libres » de 1848, de Georges Sand et de Louise Michel, introduit la remarquable figure de Clémence Royer et considère le pacifisme militant de Madeleine Vernet. Mais ces réflexions pénétrantes nous apprennent plus sur la pensée féminine et féministe que sur l'expérience historique des femmes.

S'il faut absolument applaudir le projet d'historiciser la philosophie masculine et d'introduire la pensée des femmes, le raisonnement développé me semble à la fois trop simple et trop compliqué, gommant le fait fondamental (souligné de longue date par la critique féministe) que, derrière la question de l'égalité des sexes et de la différence sexuelle, il y a la question non seulement du « pouvoir » mais aussi celle de l'exercice de l'autorité (pouvoir formel de décider) : dans la société française, les hommes ont contrôlé la prise de décisions en dépit de l'influence exercée par les femmes des classes dirigeantes et, depuis le dix-septième siècle, ont réussi à encadrer et confiner (au moins légalement) les femmes, malgré de fortes protestations. L'enjeu du féminisme, depuis ses premières manifestations, est de montrer et de mettre fin à la domination des hommes sur les femmes, d'obtenir un partage de l'autorité dans la famille

et la société (y compris politique) et de rééquilibrer le pouvoir entre les sexes ; ce projet n'a pas eu besoin de la philosophie proprement dite pour fournir les arguments nécessaires. Face à ce projet, la philosophie canonique a, le plus souvent, soutenu la domination masculine et la plupart des philosophes masculins du dix-neuvième siècle (à quelques exceptions près comme John Stuart Mill) se sont placés, comme les autorités médicales, du côté de l'antiféminisme. La question historique est moins ce que ces hommes ont dit que le pourquoi de ces prises de position. La réponse se trouve dans la relation de la philosophie avec l'histoire politique et dans les « combats sur le savoir », qui ont fait rage pendant les deux derniers siècles et structuré la pensée abstraite. Les idées doivent être replacées dans leur contexte socio-politique (qui a l'autorité de décider et qui subit la décision ?), particulièrement quand l'État relaie l'Église pour contrôler la science. Les féministes ne devaient pas seulement avoir le bon argument, elles durent aussi persuader les détenteurs de l'autorité que le partage serait dans leur intérêt et dans celui de la société dans son ensemble.

Les Femmes ou les silences de l'Histoire (vingt-cinq essais regroupés en cinq parties) commence par une introduction élégante, voire élégiaque, clairement inspirée par la publication de *l'Histoire des femmes en Occident*. Après avoir évoqué la parole inaccoutumée des femmes, Michelle Perrot souligne les silences de longue durée, particulièrement ceux de l'Histoire avec un grand H. Mais est-il vrai que les femmes ont été aussi silencieuses, particulièrement depuis le développement de l'imprimerie ou de l'alphabétisation ? Depuis longtemps et comme en 1983, où elle fut formulée au colloque de Saint-Maximin, la question « une histoire des femmes est-elle possible ? » me laisse incrédule, alors qu'en France depuis trois siècles, les voix des femmes et les débats autour de « la question des femmes » sont à mes yeux plus audibles et plus visibles que dans tout autre pays d'Europe, sauf peut-être l'Angleterre. Peut-on croire que l'histoire des femmes en France ne peut se développer que dans la dichotomie entre le « public » et le « privé » ou dans le contexte historiographique bien spécifique qui a conduit à la collection *Histoire des femmes en Occident* ?

Intitulée « Traces », la première partie de l'ouvrage, qui comprend les remarquables introductions aux lettres des filles de Karl Marx et aux écrits de Caroline Brame, fait entendre la poésie de Michelle Perrot : « entre fugacité des traces et océan de l'oubli, ils sont étroits les chemins de la mémoire des femmes » (p. 10) ; « forme du rapport au temps et à l'espace, la mémoire, comme l'existence dont elle est le prolongement, est profondément sexuée » (p. 20). Sans recours à la théorie, avec une grande empathie pour ses sujets et une contextualisation précise (caractéristiques que l'on retrouve dans son travail récent sur les écrits politiques de George Sand), Michelle Perrot fait sentir presque viscéralement le poids des normes bourgeoises du dix-neuvième siècle et redonne vie aux femmes dont elles parlent.

Dans « Femmes au travail », qui nous rappelle la qualité de ses premiers travaux sur les grèves ouvrières et les métiers des femmes, Michelle Perrot souligne l'antiféminisme profond des travailleurs français qui veulent des épouses au foyer, le fait que le travail salarié et la mécanisation n'émancipent pas la majorité des ouvrières du dix-neuvième siècle, ainsi que la dévaluation du travail domestique induite par le développement de l'emploi à l'extérieur du foyer. Conclusions révolutionnaires dans les années 1970, où il était courageux de critiquer le mouvement ouvrier ou la gauche politique. Là encore, la plume et les évocations poétiques de Michelle Perrot sont frappantes, de « l'univers de défaite et de soumission » des ouvrières au portrait de « la femme populaire rebelle », l'un des meilleurs articles à mes yeux par sa critique de l'histoire masculine et des archives laissées par les hommes (article souvent traduit). Quelques fortes citations issues de cette partie : « par son irrespect, son ironie, sa spontanéité, la parole des femmes est grosse de subversion » (p. 170) ; « il faut le redire : l'histoire du travail féminin est inséparable de celle de la famille, des rapports de sexe et de leurs rôles sociaux. La famille, plus que le travail qu'elle conditionne, est le véritable ancrage de l'existence des femmes et de leurs luttes, le frein ou le moteur de leur changement. À lui seul, le travail ne peut les libérer, même s'il peut y contribuer. Au vrai, le travail a-t-il jamais libéré personne ? (p. 194) ».

L'introduction de « Femmes dans la Cité » (troisième partie) esquisse la logique de la recherche française en histoire des femmes, qui, sous l'impulsion du bicentenaire de la Révolution puis de la revendication de parité en politique, s'est déplacé du « privé » au « public ». C'est sans doute incontestable mais là, plus qu'ailleurs, se remarque l'absence de références à des travaux non parisiens et surtout non français, travaux parallèles et complémentaires effectués notamment par des historiens et historiennes anglophones qui se sont intéressés très tôt (au moins quinze ans avant 1989) à la politique des sexes en France. Il est vrai que l'objet du livre de Michelle Perrot n'est pas de recenser l'ensemble des travaux sur le thème mais il me semble qu'il faut constater publiquement qu'il n'y a pas une seule voie du développement de l'histoire des femmes françaises et que les chercheurs « étrangers » y ont apporté des contributions incontournables et trop souvent ignorées.

« Figures » propose un texte sur « Flora Tristan, enquêtrice » et un autre, parfois influencé par les thèses contestables de Pierre Rosanvallon, sur « Sand, une femme en politique ». Il faut savourer ces deux essais où Michelle Perrot parle de ce qu'elle connaît si bien (des individualités féminines), même si le lecteur ressent l'absence d'intérêt pour les détails de l'histoire politique et les hommes politiques contemporains, caractéristiques des chercheurs et chercheuses français qui ont été formés pendant les années de l'histoire sociale triomphante. Dernière partie, « Débats » parle de la guerre, de la violence sexuelle, des images, de la dichotomie public-privé, du livre de Mona Ozouf (*Les mots des femmes*) et, dans un essai très astucieux, de l'influence de Michel Foucault sur l'histoire des femmes. Elle repose aussi la question de la possibilité pour les femmes d'être sujets d'histoire et donc de celle d'écrire l'histoire des femmes ; question qui me paraît particulièrement curieuse (on peut faire l'histoire de n'importe qui et de n'importe quoi), tellement théorique et très française : en France plus qu'aux Etats-Unis, la discipline historique, du moins au niveau académique, semble avoir pris, et ceci depuis longtemps, une direction plus philosophiquement et méthodologiquement orientée.

Ces deux ouvrages offrent ainsi la possibilité de comprendre un trajet historiographique commun, trajet qui informe sur les préoccupations et les limites qui ont structuré l'écriture de l'histoire des femmes en France depuis 1970. Comme le répètent les théoriciennes féministes américaines, toute connaissance est située par rapport au contexte, aux expériences et à la formation de leurs auteurs. Avec Michelle Perrot et Geneviève Fraisse, on reste toujours dans les problématiques du dix-neuvième siècle vues des années post-1968, ce qui interdit d'historiciser le système de pensée de l'époque (dichotomie public/privé), système qui est en grande partie une construction contre-révolutionnaire et antiféministe. Regardons par exemple la question du féminisme en France : les revendications féministes n'attendent pas le dix-neuvième siècle pour s'exprimer, pas même la Révolution de 1789 qui pose cependant pour la première fois la question du droit des femmes à la citoyenneté. Souvenons-nous de Christine de Pizan et des ses ripostes à Jean de Meung au début du quinzième siècle. Souvenons-nous de Poullain de la Barre, et, s'il le faut, de l'incontournable antiféministe Rousseau, mais aussi de Madame de Beaumer (éditrice du *Journal des femmes* pendant les années 1760) et de ces autres femmes qui se plaignaient déjà au dix-huitième siècle de la mauvaise qualité de leur éducation ou de leur subordination dans le mariage, ou bien encore des auteurs anonymes qui pendant la Révolution demandaient la fin de « l'aristocratie masculine », et des femmes qui revendiquaient la représentation des femmes par des femmes ou une assemblée féminine parallèle à l'Assemblée nationale. Observons la Révolution où il faut attendre quatre ans et une grande crise militaire, économique et politique pour que les Jacobins réussissent à exclure les femmes de l'arène politique, en plaidant l'utilité publique (la seule exclusion admise dans la fameuse Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen) de la division public-privé et du rôle domestique et charitable des femmes. Les justifications philosophiques et médicales de cette exclusion sont arrivées après l'exclusion ; il faut par conséquent reconsidérer la fonction d'exclusion du fameux « sujet autonome » des philosophes et théoriciens politiques tels que Fichte, Kant, Hegel. Geneviève Fraisse a bien analysé les résultats philosophiques de cette exclusion, moins ses causes.

Ma question est donc la suivante : pouvons-nous lire l'obsession des philosophes à penser « le sujet autonome » comme une réponse antiféministe à une éruption de la pensée féministe au dix-huitième et dix-neuvième siècles ? Geneviève Fraisse le suggère ici et là dans son travail mais s'en tient au début du dix-neuvième siècle. Dans mes recherches sur le développement depuis 1700 de la pensée féministe et les objections qu'elle rencontre, je vois une vigoureuse polémique sur les relations entre les hommes et les femmes et sur l'égalité entre les sexes, polémique à laquelle répondent, en s'appuyant sur la division public-privé, la philosophie, la médecine, le droit, l'économie politique, l'histoire et bien d'autres aspects du savoir. Les idées d'émancipation des femmes semblent susciter les pires réactions émotionnelles chez des penseurs par ailleurs objectifs, même lorsque des hommes féministes et des femmes raisonnables embrassent la logique de l'égalité dans la différence et développent dans divers imprimés des formulations élaborées.

Il est vrai que toutes les femmes du dix-neuvième ne rêvaient pas d'émancipation. Mais toute femme qui le faisait pouvait trouver soutien dans la pensée européenne ainsi que l'opportunité d'exprimer (et d'imprimer) ses propres vues. Au fil du siècle, le silence des femmes s'amenuise, particulièrement à Paris qui exporte des arguments féministes dans toute l'Europe. Le long dix-neuvième siècle peut être lu comme une période d'éruptions sporadiques de revendications féministes, contrées par des réactions antiféministes (*backlash*) émanant surtout de savants et de philosophes, de plus en plus nombreux avec le développement des études académiques. Les féministes en nombre croissant, femmes et quelques hommes, restaient une minorité mais n'étaient guère silencieux. Si l'on affirme que l'histoire du féminisme est l'histoire politique des femmes, il devient de plus en plus évident que le silence des femmes a été définitivement rompu, que même si elles furent nombreuses à ne pas prendre la parole, ce n'est pas parce qu'elles étaient muselées. La multiplication des messages prescriptifs sur le rôle et la place des femmes sont généralement le signe qu'elles sont en train de se frayer d'autres chemins et que les hommes craignent de perdre le contrôle de la situation.

Pour citer cet article

Référence électronique

Karen Offen, « Geneviève FRAISSE, *Les Femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, Collection Folio histoire, 1998, 614 p. ; Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, 493 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 12 | 2000, mis en ligne le 20 mars 2003. URL : <http://clio.revues.org/index199.html>

Droits d'auteur

Propriété intellectuelle

Licence portant sur le document : Propriété intellectuelle